

## Le manque d'intérêt des cryptodevises

Les Suisses investissent peu ou très peu dans les monnaies virtuelles.

Le bitcoin et d'autres monnaies virtuelles sont encore peu considérées par les Suisses comme un véhicule d'investissement. C'est ce que révèle une étude réalisée par l'institut de sondage GfK sur mandat du comparateur en ligne Moneyland.ch publié hier.

Les cryptomonnaies ne sont pas des devises au sens propre du mot, mais des objets de placement, au même titre que les actions, les obligations ou les métaux précieux. Toutefois, elles ne sont considérées comme telles par une minorité de Suisses. Sur les plus de 1500 personnes sondées, seuls 8% disent avoir investi dans le bitcoin, les autres cryptodevises suscitant encore moins d'intérêt. Parmi les rares investisseurs helvétiques dans les cryptomonnaies, les jeunes sont surreprésentés. Dans le groupe des 19-25 ans, 14% a investi dans le bitcoin, et pour celui des 26-49 ans, 10%. Le taux tombe à 4% pour les 50-74 ans.

Les investissements en bitcoin et consorts ont globalement plus la cote en Suisse romande (10%) qu'outre-Sarine (7%), et s'avèrent plus populaires auprès de la population masculine que féminine. «Les femmes sont de manière générale plus retenues et plus prudentes que les hommes à l'heure d'investir», écrivent les auteurs de l'étude. Cela est particulièrement le cas pour les actions. Alors que près de trois femmes sur quatre disent ne pas en posséder, chez les hommes la proportion est d'à peine un sur deux. — (awp)

## La confiance des analystes financiers

Les experts n'anticipent pas de resserrement monétaire avant décembre.

Les analystes financiers affichent un regain de confiance en mai, contrastant avec la tendance baissière observée ces derniers mois. La plupart des experts anticipent une hausse de l'inflation et des intérêts à long terme en Suisse, mais estiment improbable que la Banque nationale suisse (BNS) ou son homologue européenne (BCE) rehaussent leurs taux dans les six prochains mois.

L'indice compilé par Credit Suisse et CFA Society Switzerland est ressorti à 28 points, après 7,2 points en avril et 16,7 points en mars. Le mois précédent, seuls 18% des sondés s'attendaient à une embellie conjoncturelle en Suisse. Ils sont désormais le double, relèvent les auteurs de l'étude publiée hier.

Sur le front monétaire, seul un tiers des analystes s'attend à une nouvelle dépréciation du franc face à l'euro, contre 57% en avril. Les attentes concernant le dollar laissent toujours présager d'une relative stabilité entre l'euro et le dollar. — (awp)

# L'investissement durable se généralise à tous les acteurs de la place financière

ESG. Les capitaux investis selon une approche durable en suisse ont progressé de 82% à 391 milliards de francs l'an dernier selon le rapport de SSF.

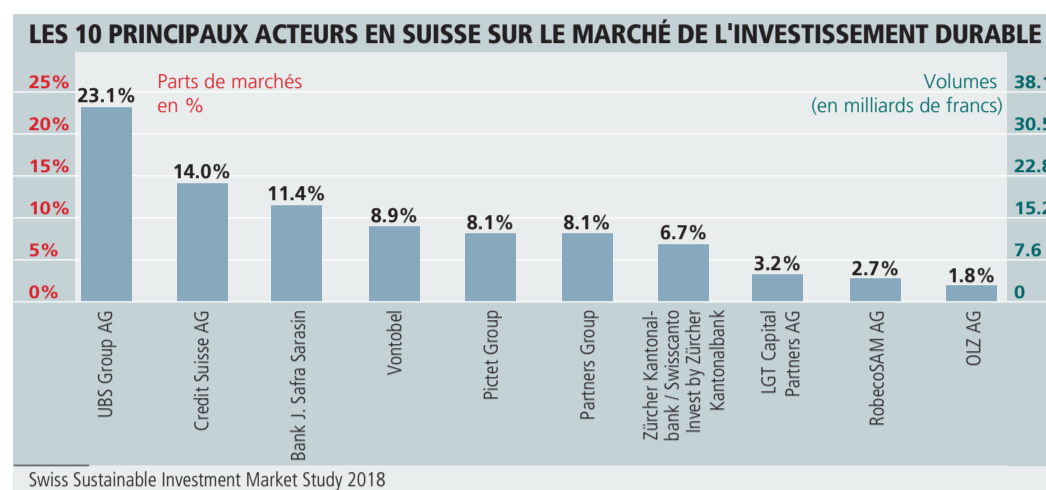
PIOTR KACZOR

Les capitaux investis selon une approche d'investissement durable ont progressé l'an dernier en Suisse de 82% pour s'établir à 390,6 milliards de francs. Autrement dit en prenant en compte les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG). C'est ce qu'indique le «Rapport sur l'investissement durable en Suisse 2018» réalisé par Swiss Sustainable Finance (SSF) et présenté mercredi à Zurich.

## Essor de 128% chez les investisseurs institutionnels

C'est chez les investisseurs institutionnels que la croissance a été la plus marquée l'an dernier (+128% à 238,2 milliards), mais la progression des fonds de placement (+47%) et des mandats de gestion durables (+25%) s'est également poursuivie à un rythme à deux chiffres.

«L'investissement durable fait désormais partie du cœur de métier avec une attention croissante de tous les acteurs des marchés financiers» résumait les auteurs de l'étude. Conséquence: au niveau de l'asset management, ce ne sont plus les acteurs spécialisés qui dominent le marché suisse mais les grandes banques. UBS a ainsi pris une nette longueur d'avance en se hissant au premier rang avec une part de 23,1% de ce marché suisse, précédant Credit Suisse, numéro deux avec une part de 14% et la banque J. Safra



Sarasin (11,4%), pionnier de cette approche en Suisse et longtemps numéro un. Suivent la banque Vontobel (8,9%), le groupe Pictet (8,1%) et le gérant zougé d'actifs non cotés Partners Group (8,1% également) qui se retrouve pour la première fois dans ce classement (au cinquième rang aequo).

## Méthodologie plus stricte

Directrice de SSF, Sabine Döbeli a souligné, lors de la présentation de ce rapport, que les bases méthodologiques pour la définition du marché suisse ont été quelque peu resserrées, notamment pour cerner de plus près la portion de cette gestion effectivement réalisée en Suisse. La croissance générale du marché n'en pas moins été supérieure à celle mise en évidence par le rapport de l'année précédente (+39%), à la faveur de l'inclusion de nouveaux acteurs,

produits et services. Les actifs gérés selon une approche durable directement par les caisses de pension, les compagnies d'assurances et les autres investisseurs institutionnels (238,2 milliards de francs) représentent déjà 16% du total des capitaux générés par ces établissements et 61% du marché suisse de l'investissement durable tel que défini par SSF.

## 8,7% des fonds de placement sont durables

Quant à la part des capitaux gérés selon une approche durable dans les fonds de placement, celle-ci est passée en un an de 7% à 8,7% de l'ensemble du marché suisse des fonds de placement. La croissance l'an dernier de 47% des fonds de placements intégrant une approche durable s'est ainsi opérée à un rythme deux fois plus élevé que celle du marché des fonds de placement (+17,7%).

L'investissement durable peut s'opérer selon une variété d'approches et la plupart d'entre elles ont enregistré l'an dernier une sensible progression.

## L'approche par filtrage domine en Suisse

Avec un volume de 217,8 milliards de francs, l'approche par filtrage, fondée sur le respect des normes, figure désormais en première place en Suisse grâce au nombre grandissant de caisses de pension qui l'appliquent. La plus forte progression l'an dernier a toutefois été enregistrée par la prise en compte de critères ESG lors de l'exercice des droits de vote en assemblées générales (+140%). L'approche consistant à intégrer directement les critères ESG dans l'analyse financière a elle aussi très nettement progressé par rapport à l'année précédente (+90%).

Le rapport 2018 repose sur une enquête approfondie menée cette année auprès de 66 établissements suisses (41 pour le rapport de l'an dernier), soit 34 gérants d'actifs ou banques et 32 détenteurs d'actifs ou investisseurs institutionnels (caisses de pension et assureurs).

Il est en outre intéressant de noter que les gérants d'actifs et les investisseurs institutionnels suisses sont généralement optimistes sur la croissance future de l'investissement durable. Les exigences des investisseurs et la pression des conseils d'administration apparaissent comme les principaux moteurs de cette évolution. Dans le même temps, la préoccupation relative à la performance financière reste l'un des principaux obstacles au développement de l'investissement durable. Il n'en demeure pas moins que les facteurs ESG font désormais partie intégrante des principaux éléments qui façonnent la perception des gérants d'actifs s'agissant de leur responsabilité fiduciaire. Dans son mot de bienvenue à ce rapport, le Conseiller fédéral Ueli Maurer, président du Département fédéral des finances, se déclare convaincu qu'en mettant l'accent sur le développement durable, la Suisse renforcera le positionnement de sa place financière face à la concurrence internationale, tout en contribuant à réaliser, en matière d'environnement et de développement durable, des objectifs d'envergure internationale. ■

# La Banque nationale restera stoïque face à la crise italienne et à un franc fort

POLITIQUE MONÉTAIRE. Face aux incertitudes, la BNS devrait faire profil bas selon les analystes, qui attendent la fin des taux négatifs pour 2020.

La Banque nationale suisse (BNS) ne devrait pas infléchir sa politique monétaire en réponse à la crise politique italienne et à la récente appréciation du franc vis-à-vis de l'euro. Face aux incertitudes, l'institut d'émission devrait faire profil bas le mois prochain, selon Fabrizio Quirighetti et Adrien Pichoud, économistes auprès du groupe bancaire genevois Syz.

La BNS fera le point sur sa politique monétaire le 21 juin alors que l'instabilité politique en Italie, notamment, entraîne une chute de l'euro face à la monnaie helvétique. Mercredi, en début de matinée, la paire de devises stagnait encore sous le seuil de 1,15 contre 1,20 il y a encore quelques semaines.

«La BNS n'a aucun intérêt à bouger, surtout dans ce contexte de crise, et à donner quelque signal que ce soit en vue d'une future normalisation», a indiqué à AWP Fabrizio Quirighetti, directeur de l'investissement (CIO) du groupe Syz.

Cet avis est partagé par Adrien Pichoud, chef économiste de Syz Asset Management, pour qui la BNS jouit d'une situation plus confortable que son homologue européenne. «La Banque centrale européenne doit gérer la question de l'assouplissement quantitatif (programme de rachat de dette, ndr), dont la sortie formelle est pour l'instant fixée en septembre. Elle devra décider de continuer ou pas».

## Au mauvais moment

Si la crise venait à dégénérer et finir par contaminer l'ensemble de la zone euro, il incomberait à la Banque centrale européenne (BCE) de prendre des mesures. La BNS n'aurait alors qu'à adapter sa politique monétaire en conséquence.

Les deux économistes ne croient toutefois pas à ce scénario. M. Quirighetti reconnaît que le coût de la dette italienne ne cesse de gonfler en raison de la crise politique. Également touchées par ce phénomène, les obligations

d'Etat espagnoles et portugaises sont pour l'instant des victimes collatérales. «Le problème devrait rester très italo-italien», relativise-t-il.

«Il y a un jeu de communication, de message plus ou moins subtil envoyé à l'Italie. La BCE n'a aucune raison de modifier sa politique monétaire pour un pays qui hésite sur sa participation à la zone euro», analyse Adrien Pichoud.

Les investisseurs ne s'épargneront pas quelques sueurs froides pour autant. «La crise arrive à un mauvais moment (...). Depuis deux ou trois mois, nous assistons à un fléchissement de la dynamique économique européenne. Ce serait arrivé l'année dernière, en phase d'accélération, cela aurait été moins problématique pour les marchés», selon Fabrizio Quirighetti.

Certains membres de la zone euro s'accrochent assez bien de l'affaiblissement de la monnaie unique, qui demeurera temporaire à en croire les deux spé-

cialistes. «Les Allemands sont contents car ils vont pouvoir exporter. Ils retrouvent de la compétitivité sur le dos des Italiens», image le CIO de Syz.

Dans ce contexte, la Suisse a perdu de l'attractivité vis-à-vis de l'Europe mais se rattrape ailleurs. Les deux économistes rappellent que le franc a cédé du terrain face à d'autres devises, en particulier le dollar. Les Etats-Unis constituent un important débouché par l'industrie d'exportation helvétique.

## Les effets sur l'économie suisse

«Je pense que l'on reste sur une dynamique positive même si, depuis quelques temps, le contexte est moins porteur qu'il y a six ou douze mois. Ce qui compte pour la Suisse, c'est l'économie globale», résume M. Quirighetti. Les turbulences actuelles pourraient coûter quelques points de croissance à l'économie helvétique, tout au plus.

En matière de politique moné-

taire, «tout le monde se tient par la barbichette», affirme l'économiste. La Réserve fédérale américaine (Fed) livrera les conclusions de sa dernière réunion le 13 juin, des déclarations dont va tenir compte la BCE le lendemain, au moment de rendre compte de ses décisions récentes. La BNS arrivera en bout de chaîne le 21 juin.

Adrien Pichoud prédit la fin de l'assouplissement quantitatif à l'automne 2018 ou au premier semestre 2019, à condition que la crise italienne ne crée pas de «choc structurel» sur l'économie européenne et que la croissance en zone euro se maintienne entre 1,5% et 2% l'année prochaine. «La première remontée des taux pourrait intervenir au deuxième semestre 2019. La Banque nationale suisse réagirait dans la foulée.»

La fin des taux négatifs en Suisse, qui se ferait graduellement, est attendue dans le courant de 2020, prédisent les deux spécialistes — (awp).